

Contribution à l'enquête d'utilité publique " Modification du PLU ST PIERRE D'ALBIGNY "

OAP

1. UTILITE PUBLIQUE : par définition elle répond à une nécessité au bénéfice de la population.

Quelle est donc l'utilité publique d'un apport massif de population (100 logements soit globalement 400 personnes et a minima 200 véhicules pour l'OAP du Péchet auquel il faut rajouter l'OAP de Chevillard et le Clos Minjoud en plus des constructions individuelles " ordinaires " ailleurs) dans un village de 4000 habitants ? Imagine-t-on la population de Chambéry augmentée d'un coup plus de 10000 habitants ? Préoccupation qui se trouve d'ailleurs dans le projet lui-même (" *permettre à la commune de « digérer » l'apport démographique* " Page 82 et qu'on peut traduire en termes d'intégration de la population nouvelle à la vie du village, d'accès aux services publics (les Finances Publiques et la Poste sont fermées, la Gendarmerie réduite à 3 demi-journées par semaine...). Point besoin de connaissances sociologiques poussées pour savoir que la concentration d'une population nouvelle en un même lieu ne permet pas une dilution dans l'existant pour faire société mais risque de créer un quartier à part, une communauté nouvelle.

Ce risque est d'autant plus important que cet afflux de population n'est pas en lien avec une offre de travail sur le territoire de la commune. Le " village dortoir " qu'est déjà St Pierre d'Albigny le deviendrait encore plus sans retombées économiques importantes pour les petits commerces existant et encore moins sur la création d'autres (ces ménages nouveaux feront leurs courses sur leurs lieux de travail - Grenoble, Chambéry... et au mieux, en rentrant, au supermarché à l'entrée de la commune).

S'il est important de vouloir rendre la commune dynamique, les recettes du passé ne sont pas forcément les bonnes : les populations d'aujourd'hui n'ont ni les besoins ni les préoccupations de celles d'hier. Les habitudes de consommation et les modes de vie ne sont plus les mêmes et les besoins en termes de cadre de vie, d'accès à la culture et aux loisirs également. Une urbanisation douce, progressive et accueillante serait plus attractive, plus aisément intégrante et respectueuse des nouveaux habitants comme des anciens plutôt qu'une concentration d'une population nouvelle sur un même lieu.

2. L'OAP DU PECHET : lieu qui a vu se succéder depuis de nombreuses années plusieurs projets qui n'ont pas abouti. Cette nouvelle mouture est-elle plus viable ? Rien n'est moins sûr : quelle logique y a-t-il à implanter des logements collectifs en ce lieu quand les structures publiques ou de services accessibles au public (salles de la Treille, gymnase, maison de santé, clinique vétérinaire, Maison France Services, stade, aire de jeux, citypark, pumtrack, piscine, base nautique de Carouge, gare, accès autoroutier) sont dans le bas de la commune ? Mettre plusieurs dizaines de voitures supplémentaires sur les routes avec les nuisances induites (pollution, nuisances sonores, accidentologie plus importante y compris piétons, poussettes, trottinettes...) est-il un projet novateur et d'utilité publique ? Sans oublier la montée croissante des livraisons à domicile (achats en ligne) par des utilitaires de plus en plus nombreux et pas toujours respectueux des signalisations et limitations de vitesse.

La desserte même de cette OAP (avec le passage de plusieurs centaines de véhicules/jour) mérite d'être réfléchi plus globalement :

- le carrefour d'accès sur la route départementale est à penser en termes de volume de véhicules à absorber en comptant également la circulation actuelle venant des habitations au-dessous (rue des Jolis Coeurs, rue Alfred Stein) et de celle venant des Garniers et du Péchet

- la rue Alfred Stein doit être intégrée dans la réflexion globale : ses dimensions (2 voitures ne s'y croisent que par endroits), sa déclivité importante et son accès dangereux sur le Route du Col du Frêne (en pleine pente et dans un virage) interdisent toute utilisation importante, même provisoirement durant les éventuels travaux. Elle ne peut devenir en aucune façon une voie d'accès même secondaire à cette OAP.

Cette OAP n'est-elle pas datée quand le SCOT préconise de rapprocher les offres de logements près des voies de communication (la voie ferrée étant envisagée comme la colonne vertébrale des déplacements à l'horizon 2040, 2050 sur l'arc Entrelacs- Chambéry- St Pierre d'Albigny) ?

Pour autant, l'urbanisation de cette zone peut garder du sens si elle s'entend en termes de logements individuels peu nombreux, respectueux du cadre environnemental et humain dans lequel elle s'inscrit et non comme une opération immobilière disproportionnée qui relèverait plus de l'intérêt privé, respectable au demeurant, de ceux qui la réaliseraient plutôt que de l'intérêt public de l'ensemble de la population.

Fait à St Pierre d'Albigny le 12 décembre 2025.



Jacques MENJOZ

ST PIERRE D'ALBIGNY